



À : Négociateurs de l'Union européenne à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.

Objectifs

Les pays de l'Union européenne (UE) cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui nous permettrait d'atteindre le meilleur résultat pour nos économies et nos intérêts vitaux ainsi que pour le reste du Monde. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels. Nous devons donc décider :

- 1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** En dépit de modestes réductions des émissions depuis 1990, les émissions de l'UE continueront d'augmenter si nous ne poursuivons pas nos efforts. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
- 2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation et l'afforestation**
- 3. Si nous souhaitons contribuer, et de combien, au Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Les recherches, dans l'UE, ont montré que le changement climatique affecte d'ores et déjà nos États membres et que sans une réduction drastique de nos émissions, les impacts pourraient devenir encore plus graves.

Opinion publique

La grande majorité de nos citoyens pensent que le changement climatique est réel et que les activités humaines y contribuent fortement. La plupart soutiennent la recherche d'accords internationaux pour agir sur le climat. Cependant, beaucoup s'opposent à l'augmentation des taxes sur l'énergie et à des initiatives qui élèveraient le coût de la vie. Le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la situation économique, le chômage et le terrorisme. Plus important encore, le public s'oppose fortement à un quelconque accord qui ne comporterait pas d'importants engagements de réduction des émissions de la part des États-Unis et des pays en développement, en particulier de la Chine.

Opportunités

Au-delà de la stabilisation du climat, réduire les émissions a de nombreux avantages. Par exemple, le développement des énergies renouvelables crée des emplois, réduit notre dépendance au pétrole et gaz étrangers et améliore la qualité de l'air.

Action de l'UE

L'Union européenne a été tête de file dans la lutte contre le changement climatique. Lors des négociations sur le climat à Paris, l'UE s'est engagée à réduire de 40% ses émissions de GES d'ici à 2030 par rapport à 1990. C'est un des engagements les plus ambitieux parmi les principaux pays émetteurs, mais il requiert de nouvelles régulations qui doivent être mises en place alors que nous faisons face à d'importants défis économiques et sécuritaires. Malgré ces contraintes, l'UE a lancé des politiques économiques pour mettre un prix sur les GES et est leader dans le déploiement des énergies renouvelables, telles que l'éolien et le solaire. Nous continuerons à mener ces initiatives mais ne voulons, ni ne pouvons avancer seuls.

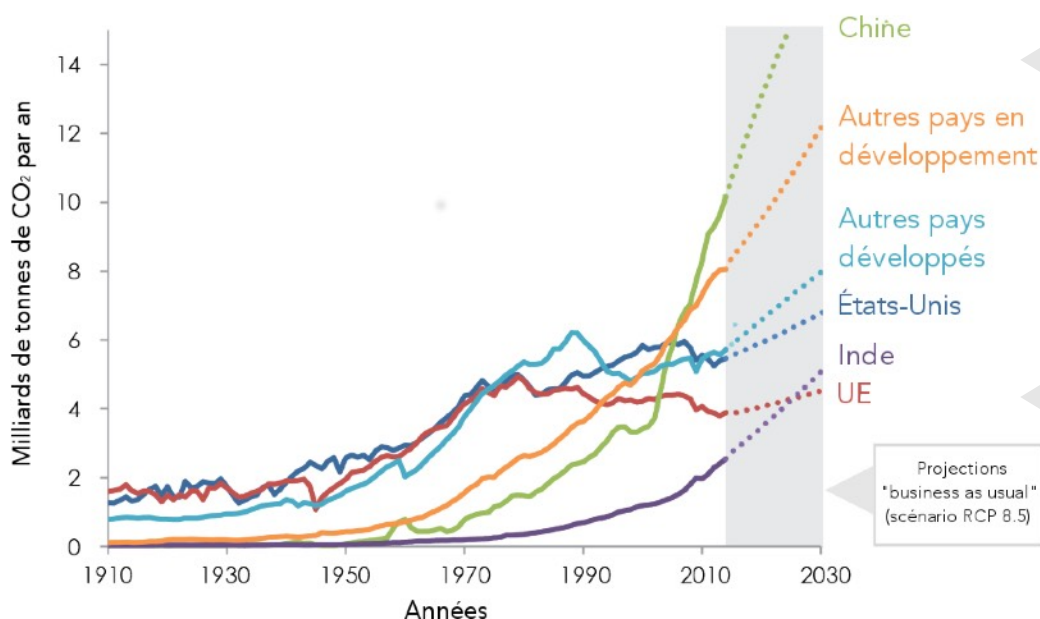
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD+), cela ne concernerait qu'une infime partie des émissions de l'UE.

Contexte international

- Les émissions de la Chine, de l'Inde et des autres pays en développement connaissent une forte croissance. À elle seule, la Chine est responsable de 30% des émissions mondiales de CO₂. Le total des émissions en GES des pays en développement va bientôt dépasser les émissions de tous les pays développés.
- Les États-Unis, dont les émissions par personne sont plus du double que celles de l'UE, se sont engagés à réduire leurs émissions de seulement 26-28% d'ici 2025 par rapport à 2005. De plus, cet engagement suscite une très forte opposition politique de la part des membres du Congrès et des intérêts économiques liés aux énergies fossiles. En dépit de ces défis, de nombreuses études, dont le rapport bipartite « Risky Business » (<http://riskybusiness.org>), signé par des secrétaires au Trésor américain des deux bords, montrent que les coûts de l'inaction sont élevés alors que la plupart des régions des États-Unis bénéficieraient d'une politique de réductions des émissions.
- Les pays les moins développés continuent à souligner que les réductions de leurs émissions demandent d'importantes aides financières de la part des pays développés. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

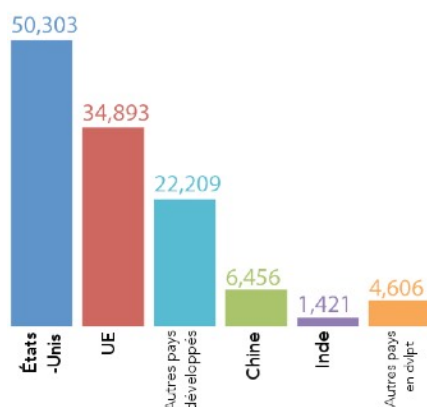
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



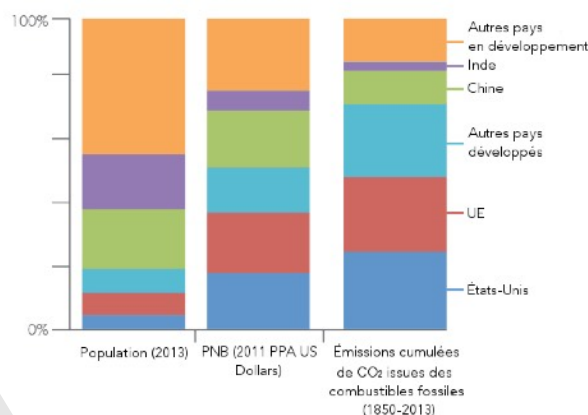
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

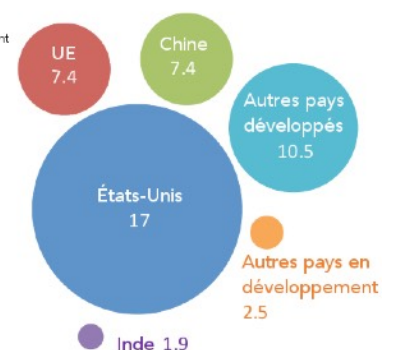
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dvlpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).

États-Unis d'Amérique



À : Négociateurs des États-Unis à la conférence des Nations unies sur le changement climatique

Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.

Objectifs

En 2015, les États-Unis jouèrent un rôle clé lors des négociations des accords de Paris. Accord dans lequel les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels. Cependant, en juin 2017, les États-Unis ont annoncé qu'ils se retiraient des accords de Paris et qu'ils cesseraient la mise en place de leurs engagements pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Selon les termes de l'accord, le retrait des États-Unis sera effectif en novembre 2020. Entre-temps, les États-Unis peuvent participer aux négociations. Vous devez maintenant décider :

- 1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Ces dernières années, les émissions des États-Unis ont diminué et sont maintenant inférieures d'environ 14% par rapport à leur niveau de 2005. Cependant, les émissions devraient augmenter de façon sensible si aucune mesure n'est prise. D'autant plus si l'on considère la politique de l'actuelle administration qui promeut l'exploitation du pétrole, du charbon et du gaz naturel. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
- 2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation et l'afforestation**
- 3. Si nous voulons contribuer, et de combien, au Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique. En juin 2017, les États-Unis ont annoncé qu'ils ne contribueraient plus au Fonds .

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Les études du gouvernement américain ont montré que le changement climatique affecte d'ores et déjà les 50 États et que sans une réduction drastique de nos émissions de GES, les conséquences n'en seront que plus sévères.

Opinion publique

Une majorité des citoyens américains, pensent que le changement climatique est réel et que l'activité humaine y contribue de manière significative. La plupart soutiennent la mise en place de politiques qui régleraient ce problème. Cependant, beaucoup s'opposent à toute initiative qui élèverait le coût de la vie. Pour de nombreux citoyens, le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la sécurité nationale, la situation économique et le chômage. La majorité de la population s'oppose à un quelconque accord qui ferait porter une charge excessive sur notre économie alors que les émissions des pays en développement continuent de croître. De leur côté, les intérêts liés aux énergies fossiles continuent à distiller le doute sur les causes et conséquences du changement climatique.

Opportunités

En dépit de ces obstacles, le rapport bipartite « Risky Business » (<http://riskybusiness.org>), signé par d'anciens secrétaires au Trésor américain des deux bords, montre que les coûts de l'inaction sont élevés alors que la plupart des régions des États-Unis bénéficieraient d'une politique de réductions des émissions.

Action nationale

À Paris, les États-Unis se sont engagés à réduire de 26-28% leurs émissions d'ici 2025 par rapport à 2005. La réalisation de cet engagement dépend du succès de la mise en place de mesures de régulation des émissions des centrales électriques, de l'amélioration du rendement énergétique des véhicules et des actions prises aux niveaux des villes, des États et des régions. Cependant, l'administration américaine est en train de prendre des mesures pour annuler les politiques fédérales tout en arguant que les énergies fossiles seront nécessaires dans le futur. Cette position a le soutien des élus du Congrès et des intérêts économiques qui ont des liens avec l'industrie des énergies fossiles.

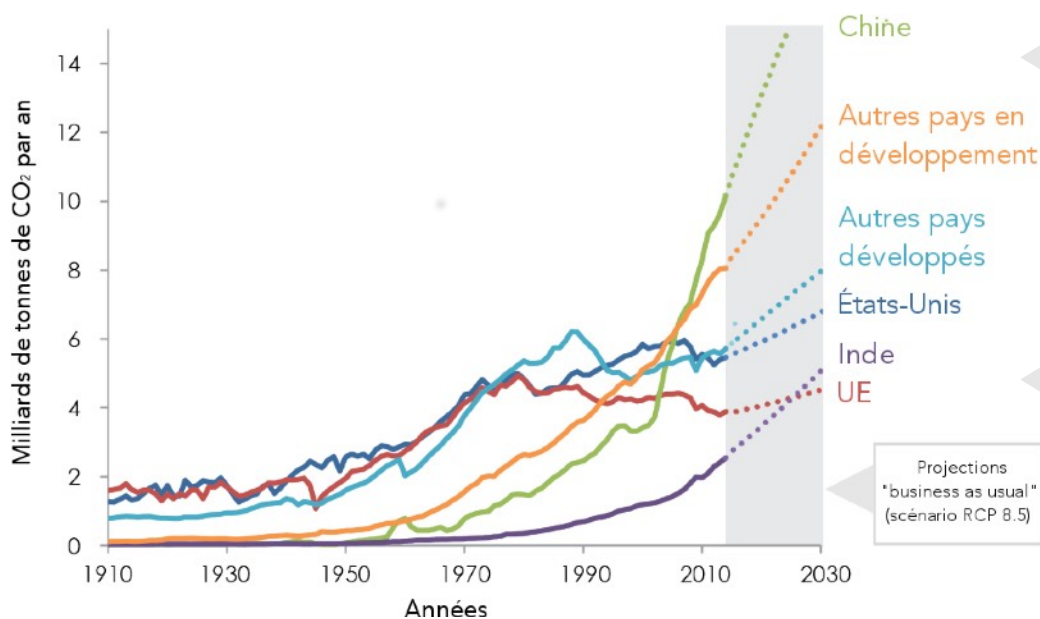
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD+), cela ne concernerait qu'une infime partie des émissions des États-Unis.

Contexte international

- La taille de l'économie chinoise est à peu près égale à celle des États-Unis, mais sa croissance est bien plus rapide et elle génère environ 30% des émissions mondiales de CO₂. A Paris, la Chine s'est engagée à atteindre le pic de ses émissions d'ici 2030. Elles seront alors plus de 2,5 fois supérieures à celles des États-Unis. La Chine ne s'est engagée à aucune réduction de ses émissions par la suite. La Chine doit réduire ses émissions pour que les États-Unis envisagent de prendre des mesures.
- Entre-temps, les émissions des autres pays en développement, comme l'Inde, augmentent très rapidement. Les États-Unis ne s'engageront pas plus loin tant que le reste du monde ne signera pas des accords de réductions d'émissions ambitieux et vérifiables. En 2050, sans réductions, les émissions des pays en développement représenteront près de 3 fois celles des pays développés. Leurs émissions doivent diminuer. Il est inacceptable que ces pays demandent aux États-Unis et aux autres pays développés de réduire leurs émissions alors que les leurs continuent d'augmenter.
- Les pays les moins développés continuent à souligner que des réductions de leurs émissions requièrent d'importantes aides financières de la part des pays riches. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

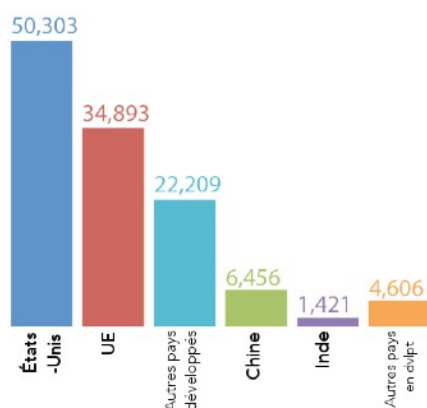
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



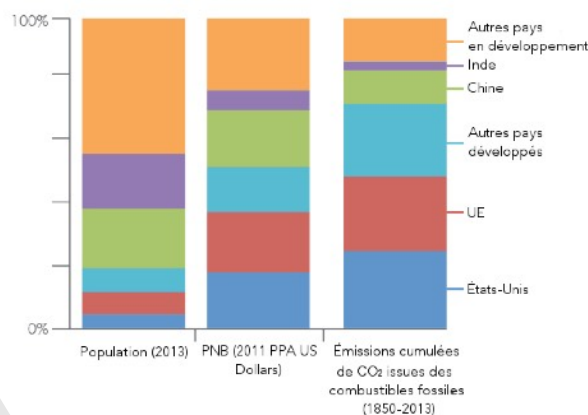
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

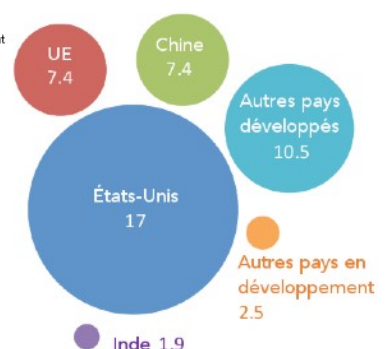
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dévelp) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).



À : Négociateurs de la Chine à la conférence des Nations unies sur le changement climatique

Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.

Objectifs

La Chine cherche à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels.

Nous devons décider :

1. **Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, les émissions de la Chine augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
2. **Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation ou l'afforestation.**
3. **De combien, nous voulons contribuer au, ou recevoir du, Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des scientifiques du climat s'accordent à dire que le changement climatique est une réalité en cours, qu'il est causé par l'utilisation des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. La Chine est vulnérable au changement climatique. Les ressources en eau, nourriture et le système énergétique sont déjà sous tension et les pressions, dues à l'élévation du niveau de la mer, aux sécheresses, canicules et pénuries d'eau vont augmenter dans le futur.

Opinion publique

Notre peuple, comme tous les peuples, veut vivre dans un environnement sain, mais veut aussi augmenter son niveau de vie : avec un environnement sain, nous entendons aussi les emplois, le logement, la nourriture, le système de santé, la mobilité et la sécurité nationale. Un grand nombre de nos citoyens admettent que le changement climatique est réel, cependant, ils sont beaucoup moins à soutenir un accord pour en résoudre les risques associés.

Opportunités

En plus de ralentir le changement climatique, trouver un accord en vue de limiter les émissions de GES réduira également la pollution atmosphérique ; en effet celle-ci affecte la santé de notre population et, dans certains cas, crée de l'instabilité politique. Notre économie connaît une forte croissance et nous sommes en train d'émerger en tant que superpuissance, ce qui peut nous donner des opportunités commerciales liées à la transition énergétique et nous permettre de nous affranchir des énergies fossiles.

Action nationale

Avant tout, nous devons défendre notre droit à nous développer. Néanmoins, nous reconnaissons que notre dépendance aux énergies fossiles, au charbon en particulier, a un impact très négatif sur la santé de notre population. En amont des négociations sur le climat à Paris en 2015, nous avons annoncé que nos émissions de GES cesseraient de croître au plus tard en 2030. Respecter cet objectif, requiert de déployer des moyens de production d'électricité renouvelables et décarbonés équivalents à l'ensemble des centrales à charbon existantes en Chine aujourd'hui, ou encore, comparables à la capacité totale de production d'électricité des Etats-Unis. Le succès de nos efforts actuels détermineront si nous pouvons atteindre nos engagements et même les dépasser.

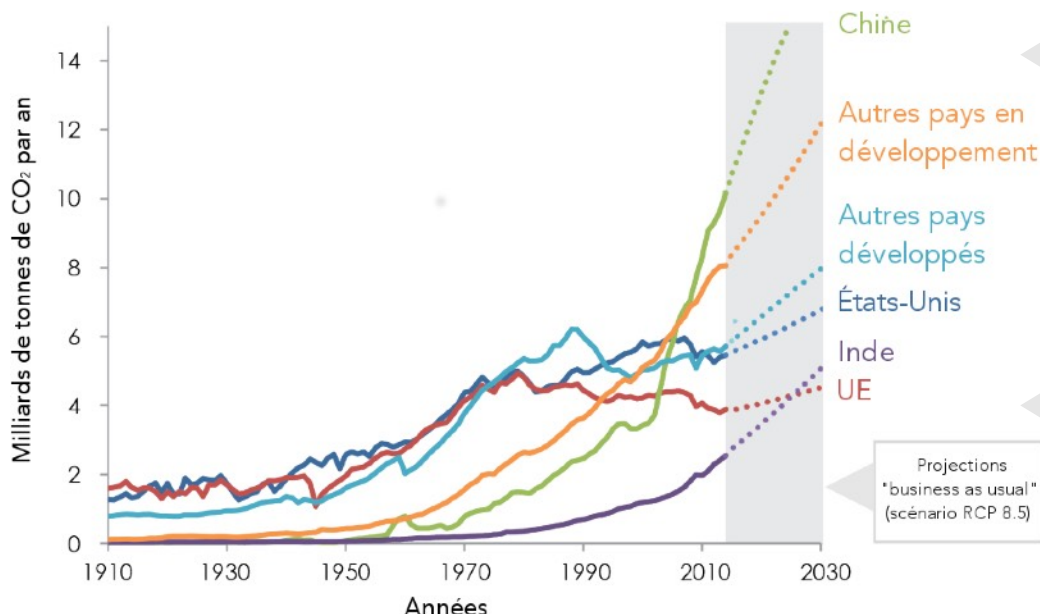
Forêts et utilisation des sols

Nous avons aussi l'opportunité de réduire nos émissions de GES à travers le programme REDD (Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts). Les principales forêts tropicales qui subsistent, se situent dans les pays en développement, malheureusement la déforestation y est substantielle. Les programmes de protection des forêts peuvent réduire les émissions.

Contexte international

- Les pays développés ont initié la crise climatique et doivent en prendre la responsabilité. Ces pays ont construit leurs économies grâce aux énergies fossiles. Ainsi aujourd'hui, alors que nous sortons une partie de notre population de la pauvreté et que nous produisons la plus grande partie de leurs produits de consommation, nous ne pouvons supporter une part injuste des réductions. Nos émissions par personne représentent seulement 40% de ceux des États-Unis. Notre niveau de vie moyen, bien qu'en nette progression, est toujours bien plus bas que celui des États-Unis, de l'Europe, du Japon et des autres pays développés.
- Bien que la Chine soit un pays en développement, nous subissons des pressions pour que nous contribuions au Fonds vert pour le climat du fait de notre récent statut de seconde puissance économique mondiale. Tout financement de notre part requiert des engagements significatifs de la part des États-Unis, de l'UE et des autres pays développés.
- Les pays développés ressentent et craignent le rapide développement économique que nous connaissons finalement aujourd'hui. Ils pensent qu'ils peuvent utiliser un accord sur le changement climatique pour ralentir notre croissance, limiter les marchés pour nos produits, fragiliser notre diplomatie et réduire notre influence militaire dans le monde. Dans le même temps, les États-Unis ont annoncé un objectif de réduction des émissions de seulement 26-28% en 2025 (par rapport à 2005). De plus, cet engagement suscite une très forte opposition politique de la part des membres du Congrès et des intérêts économiques liés aux énergies fossiles.

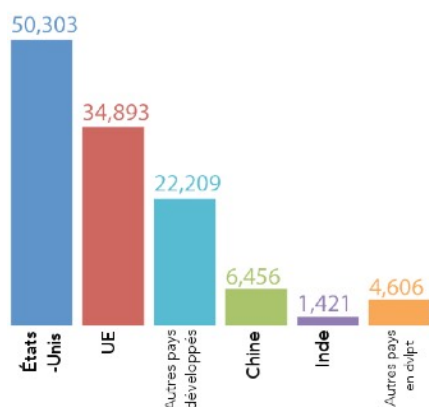
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



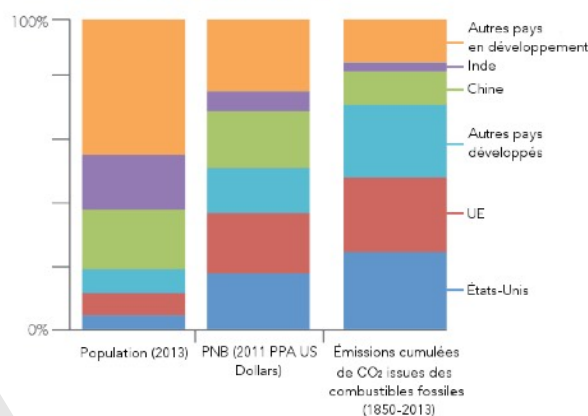
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

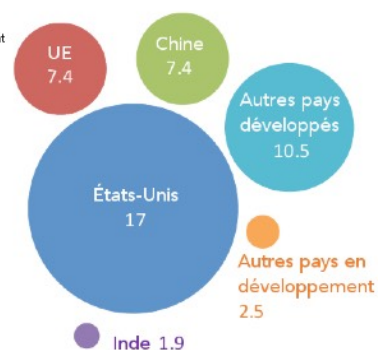
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dvlpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).



À : Négociateurs de la Chine à la conférence des Nations unies sur le changement climatique

Objet : Briefing sur les objectifs des négociations

Objectifs

L'Inde cherche à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels. Nous devons donc décider :

1. **Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, les émissions de la Chine augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
2. **Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation.**
3. **De combien, nous voulons contribuer au, ou recevoir du, Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Notre principal objectif est d'améliorer le niveau de vie des indiens, qui est bien en deçà de celui des pays développés ainsi que de la Chine.

Opinion publique

Notre peuple, comme tous les peuples, veut vivre dans un environnement sain, mais veut aussi augmenter son niveau de vie : avec un environnement sain, nous entendons aussi les emplois, le logement, la nourriture, le système de santé, la mobilité et la sécurité nationale. Un grand nombre de nos citoyens admettent que le changement climatique est réel, cependant, ils sont beaucoup moins à soutenir un accord pour en résoudre les risques associés. Faire reculer la pauvreté est notre première priorité.

Forêts et utilisation des sols

Nous avons aussi l'opportunité de réduire nos émissions de GES à travers le programme REDD (Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts). Les principales forêts tropicales qui subsistent, se situent dans les pays en développement malheureusement la déforestation y est substantielle. Les programmes pour protéger les forêts peuvent réduire les émissions globales et pourraient être financés par les pays riches.

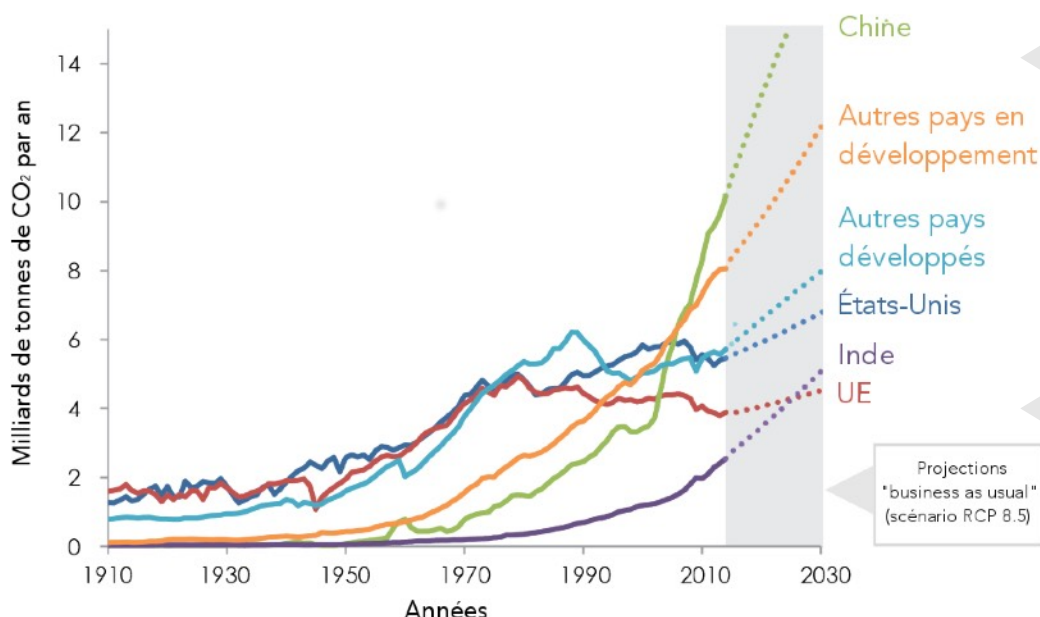
Action nationale

En 2015, nous nous sommes engagés auprès de l'ONU à augmenter nos capacités de génération d'énergies non carbonées de 30% à 40% d'ici 2030, sous condition d'aides internationales. Nous devons encore nous engager à d'importantes réductions d'émissions et nous sommes préoccupés par la pression croissante exercée sur notre pays alors que nous devons sortir de la pauvreté une large part de notre population. Le développement des énergies propres en vue de limiter les émissions de GES offrira d'autres bénéfices comme celui d'améliorer la qualité de l'air et de fournir de l'électricité dans des régions d'Inde reculées que le réseau électrique traditionnel ne peut atteindre. Prendre davantage l'initiative dans la lutte contre le changement climatique peut aussi avoir, pour l'Inde, des bénéfices en termes politiques. Cependant, nous devons défendre notre droit à nous développer et à sortir notre population de la pauvreté. Nous sommes prêts à prendre notre part de responsabilité, mais les pays riches de la planète doivent s'accorder sur des actions significatives, à la hauteur de leurs contributions passées à ce problème. Nous ne paierons pas le prix de leurs émissions passées.

Contexte international

- Les nations développées nous pousseront à réduire nos émissions car notre population excède un milliard d'habitants mais aussi parce que notre économie et nos émissions en GES croissent plus rapidement que les leurs. Cependant, le taux d'émission par personne dans ces pays est bien plus élevé que le nôtre (le taux d'émission par personne aux États-Unis est 9 fois plus important qu'en Inde !) Ainsi, tout accord pour limiter le changement climatique qui ferait peser sur nous le plus grand fardeau n'est pas acceptable.
- Les pays développés ressentent et craignent le rapide développement économique que nous connaissons enfin aujourd'hui. Ils pensent qu'ils peuvent utiliser un accord sur le changement climatique pour ralentir notre croissance, limiter les marchés pour nos produits et restreindre notre grandissante influence diplomatique et militaire à travers le monde.
- Les pays développés sont les responsables de la crise climatique et doivent prendre la responsabilité de leurs actions passées. Ces pays ont utilisé les énergies fossiles pour construire leurs économies et enrichir leurs populations, souvent en exploitant nos propres ressources naturelles. Alors que beaucoup d'indiens continuent de vivre dans la pauvreté, les pays développés vont demander que nous diminuions nos émissions avant que notre population puisse avoir une chance d'atteindre le niveau de développement économique dont ils jouissent aujourd'hui.

Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment

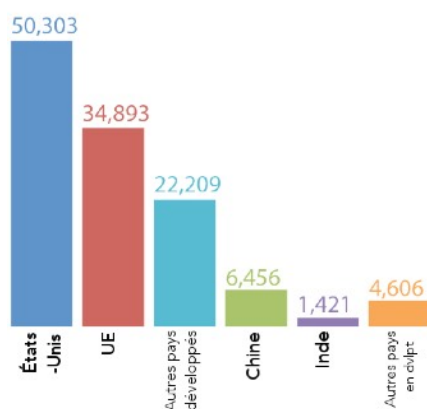


La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

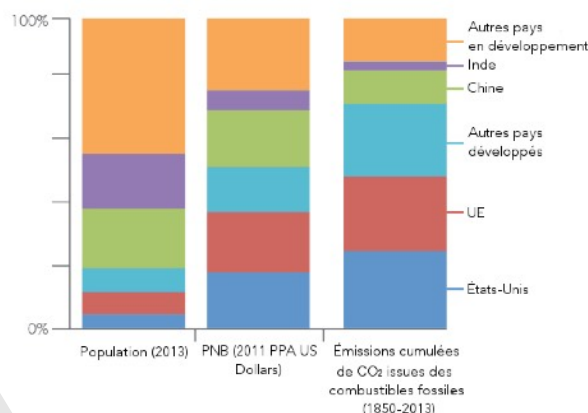
Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986.

La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

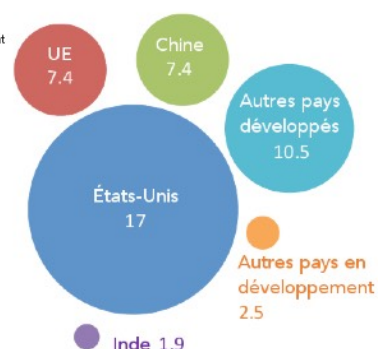
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



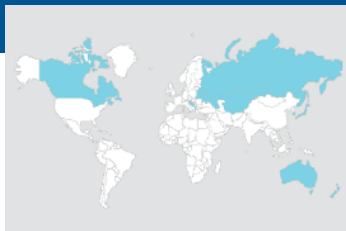
Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dévelpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).

Autres pays développés



À : Négociateurs des autres pays développés à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
Objet : Briefing sur les objectifs des négociations
Inclus : Australie, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande, Russie et autres pays issus de l'URSS, Corée du Sud, etc.

Objectifs

Nos gouvernements cherchent à négocier un accord global, pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES), qui nous permettrait d'atteindre le meilleur résultat pour nos économies et nos intérêts vitaux, ainsi que pour le reste du monde. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels. Nous devons donc décider :

1. **Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, il est prévu que nos émissions augmentent dans le futur. Nous pouvons donc décider, ou non, quand nos émissions arrêteront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
2. **Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation et l'afforestation.**
3. **Si nous souhaitons contribuer, et de combien, au Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à à partir de 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Beaucoup de pays développés en subissent déjà les effets, de la montée du niveau de la mer à l'intensification des sécheresses.

Opinion publique

La majorité de nos citoyens pensent que le changement climatique est réel et que l'activité humaine y contribue de manière significative. La plupart soutiennent la mise en place de politiques qui règleraient ce problème mais, en même temps, s'opposent à toute initiative qui élèverait le coût de la vie. Pour beaucoup de citoyens, le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la sécurité nationale, la situation économique et le chômage. Par ailleurs, la population est fortement opposée à la conclusion d'un accord qui ne requerrait pas des engagements forts des États-Unis et des pays en développement.

Opportunités

Fort heureusement, et ce alors que les énergies renouvelables deviennent de plus en plus abordables, réduire les émissions pourrait améliorer la santé publique, créer des emplois et améliorer la sécurité énergétique.

Action nationales

A Paris, nos pays ont fait des engagements pour essayer de résoudre la question du changement climatique, qui, lorsqu'on les additionne arrêterait l'augmentation de nos émissions pour les réduire ensuite légèrement. Des sables bitumineux canadiens, du charbon australien au pétrole et gaz russes, beaucoup de nos économies dépendent des énergies fossiles pour les revenus à l'exportation et les emplois. Le Canada est sorti du protocole de Kyoto et l'Australie qui avait mis en place une taxe carbone, l'a retiré. Cependant, avec la prise de conscience qui grandit et le coût des énergies renouvelables qui diminue, les mesures pour lutter contre le changement climatique se multiplient. Tout accord qui ferait porter sur nous le plus grand fardeau économique pour limiter le changement climatique serait politiquement inacceptable. Le reste de la planète doit se mettre d'accord sur des actions significatives pour qu'un accord international ambitieux soit atteint.

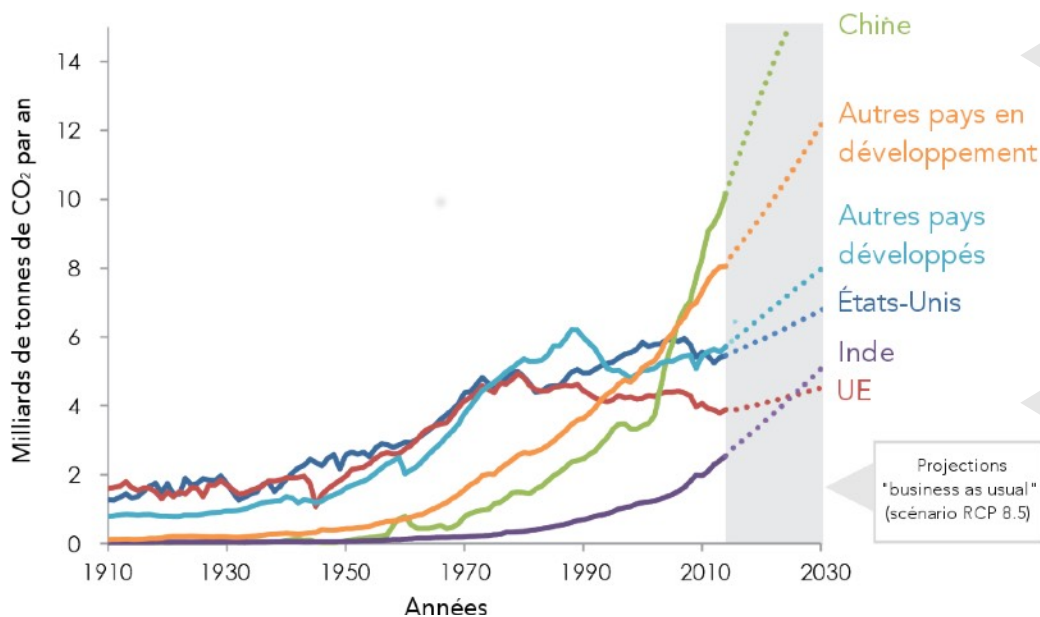
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD+), cela ne concernerait qu'une petite partie de nos émissions.

Contexte international

- Les émissions chinoises augmentent très rapidement, tout comme celles de l'Inde et des autres pays en développement. La Chine, à elle seule, est responsable de 30% des émissions mondiales de CO₂. Le total des émissions des pays en développement dépassera bientôt celui des pays développés.
- Les États-Unis et l'Union européenne ont focalisé l'attention lors des négociations à cause de leur pouvoir politique et de leur puissance économique. Comme les « autres pays développés » représentent un groupe de divers pays, nous avons le choix de suivre les États-Unis et l'Union européenne ou de définir notre propre position.
- Les pays les moins développés continuent à souligner que des réductions de leurs émissions requièrent d'importantes aides financières de la part des pays riches. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi certainement mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

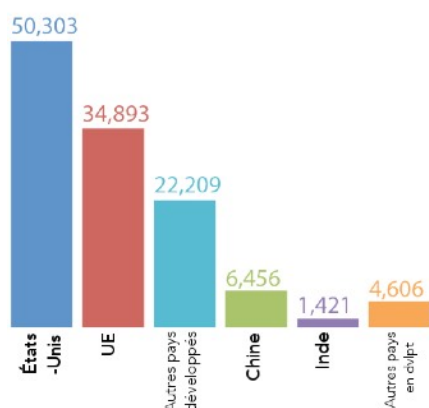
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



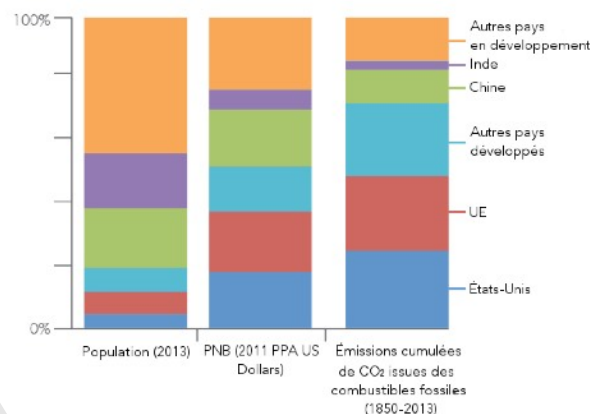
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

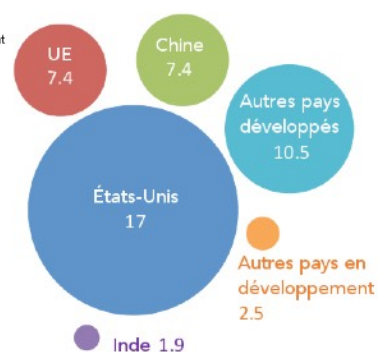
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dvlpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).

Autres pays en développement



- A :** Négociateurs des autres pays en développement à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
- Objet :** Briefing sur les objectifs des négociations.
- Inclus :** Afrique, Amérique du Sud et centrale, Asie du Sud et du Sud-Est, Moyen-Orient, et les États insulaires de l'océan indien, du Pacifique et des Caraïbes.

Objectifs

Nos gouvernements cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts nécessaires pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C. Nous devons donc décider :

1. **Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, nos émissions augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
2. **Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation ou l'afforestation.**
3. **Quel montant recevoir des pays développés** qui se sont engagés à financer le Fonds vert pour le climat. Ce fonds est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour aider les pays en développement à réduire leurs émissions et à s'adapter au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être dévastatrices. Nous sommes extrêmement vulnérables aux sécheresses, épidémies, inondations, baisses des récoltes et autres bouleversements sur nos écosystèmes causés par le changement climatique. Notre survie est en jeu et bien que les autres pays l'ont peut-être oublié, l'accord de Paris inclut la limite des 1,5°C de réchauffement pour laquelle nous avons déployé d'importants efforts. En tant que pays les plus pauvres de la planète, nous n'avons pas les moyens, ni pour financer les investissements vers les énergies propres, ni pour atténuer nos émissions et nous adapter au changement climatique. Par conséquent, à l'heure actuelle, mettre en place des mesures ambitieuses est difficile à imaginer.

Opinion publique

Il y a une préoccupation grandissante à l'égard du changement climatique au sein de la population alors que celle-ci constate de visu ses conséquences. Nous savons que sans réaction, nous serons les plus touchés : l'élévation du niveau de la mer déplacera des centaines de millions de personnes, et certains pays, comme les îles de faible altitude, disparaîtront. Nos citoyens veulent vivre dans un environnement sain où ils pourront nourrir, vêtir et loger leurs familles, avoir un emploi décent et avoir accès à un système de santé comme dans les pays développés.

Forêts et utilisation des sols

Nous avons aussi l'opportunité de limiter nos émissions de GES à travers le programme REDD+ (Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts). Les pays en développement possèdent les principales forêts tropicales et malheureusement, la déforestation y est substantielle. Les programmes pour protéger les forêts peuvent réduire les émissions globales et pourraient être financés par les pays riches. Au verso de cet page, vous trouverez des données qui pourront vous être utiles lors de vos négociations.

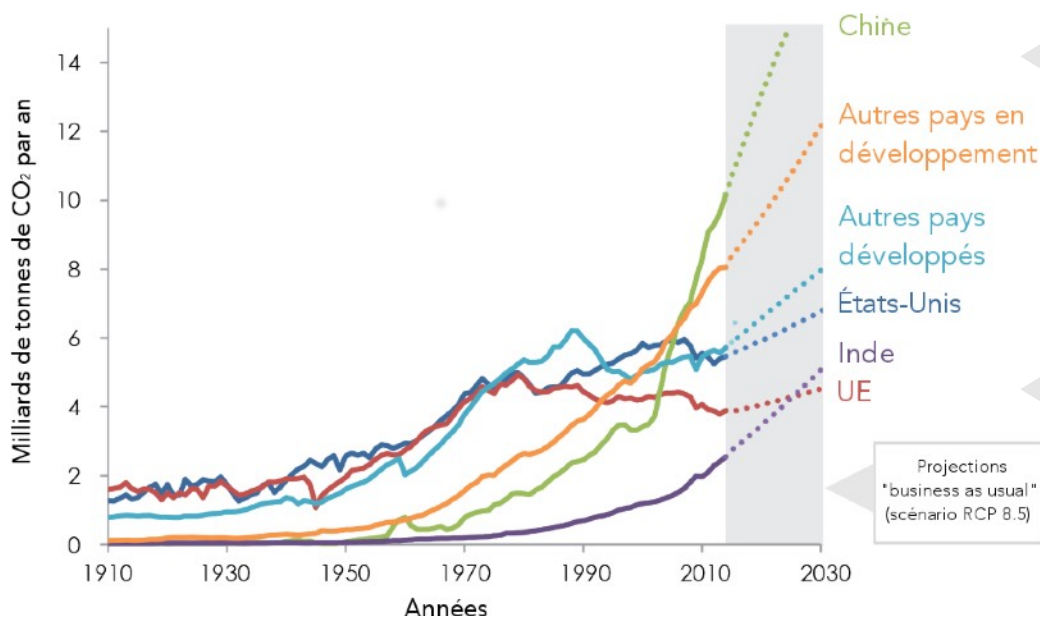
Action nationale

Avant tout, nous devons défendre notre droit à nous développer et à sortir nos populations de la pauvreté. Nous sommes prêts à faire ce qui est en notre pouvoir pour réduire nos émissions de GES, et la quasi-totalité de nos pays ont déposé des engagements à l'ONU pour lutter contre le changement climatique. La plupart de ces engagements n'incluent pas encore de plans pour plafonner les émissions mais ils proposent de ralentir l'augmentation des émissions de GES jusqu'en 2030. Les pays riches de la planète doivent s'accorder sur des mesures plus significatives, à la hauteur de leurs contributions historiques à ce problème. Nous ne continuerons pas à payer le prix de leurs émissions passées.

Contexte international

- Les nations développées nous pousseront à réduire nos émissions car elles augmentent plus rapidement que les leurs. Cependant, leurs taux d'émission par personne sont bien plus élevés que les nôtres (par exemple, le taux d'émission par personne aux Etats-Unis est 400 fois plus élevé que celui d'un pays comme le Mali !).
- Les pays développés ont initié la crise climatique et doivent en prendre la responsabilité. Ces pays ont utilisé les énergies fossiles pour bâtir leurs économies et enrichir leurs populations, souvent en exploitant nos peuples et nos ressources naturelles. Ils vont nous demander de réduire nos émissions avant que nos peuples puissent avoir une chance d'atteindre, un tant soit peu, le niveau de développement économique dont ils jouissent aujourd'hui.

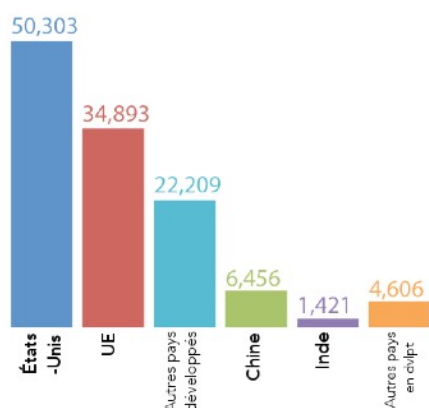
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



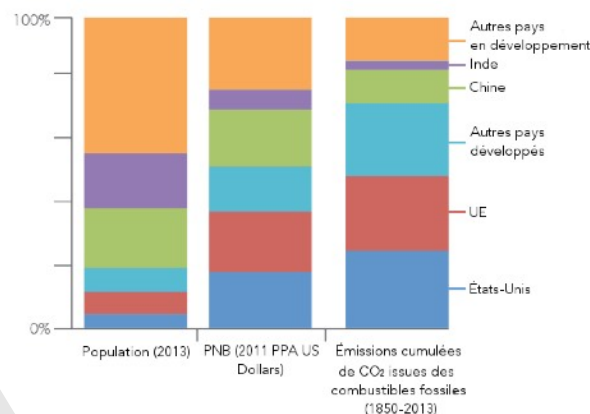
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

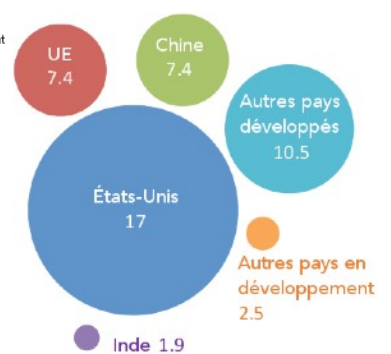
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dvlpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).